

Ry

MINISTRE DES AFFAIRES  
ETRANGERES

Service d'Information  
et de Presse

PARIS, le 6 décembre 1948

EU 2-1-4

Ambassade de France.

stré le 10 DEC 1948

EU 2-1-4

lis à  
ar information / pour attribution.

C I R C U L A I R E N° 336 I.P.

de l'affaire du Blocus de Berlin  
ant le Conseil de Sécurité.

Le comité d'experts neutres, dont la création, proposée par M. BRAMUGLIA, Président du Conseil de Sécurité, en vue d'étudier les problèmes monétaires et commerciaux de Berlin, avait été acceptée, le 30 novembre, par les puissances occidentales (ma circulaire N°329), vient d'être saisi par celles-ci d'un document exposant :

1°- les faits nouveaux, issus d'initiatives soviétiques, qui ont affecté plus profondément encore l'unité administrative de l'ancienne capitale.

2°- les méthodes, dont les autorités soviétiques ont usé à cette fin depuis plusieurs mois.

Je vous adresse ci-joint ce document, avec le tableau chronologique, qui y est annexé, des événements survenus à Berlin depuis le mois de juin 1948./.

DIPLOMATIE

p.o.

P. ORDIONI



PARIS, le 6 Décembre 1948

DOCUMENT REMIS PAR LES EXPERTS DES  
PUISSANCES OCCIDENTALES AUX EXPERTS NEUTRES  
DU CONSEIL DE SECURITE DANS L' AFFAIRE DE BERLIN.

1°.- Dans la réponse faite récemment par les trois Puissances Occidentales aux questions du Président du Conseil de Sécurité sur le problème de la monnaie à Berlin, il a été souligné qu'il serait inévitablement difficile, en pratique, d'exercer un contrôle quadripartite de la monnaie dans une ville où l'Administration antérieurement unifiée sous contrôle quadripartite ne fonctionnait plus pleinement et était au contraire rapidement diminuée. En dépit du désir exprimé par le Président du Conseil de Sécurité qu'aucune mesure ne fût prise qui pourrait mener à une aggravation de la crise de Berlin, des faits nouveaux, intervenus sur l'initiative du Commandement soviétique en Allemagne, ont fait perdre davantage encore à l'Administration de la Ville son caractère unifié.

Dans l'après-midi du 30 Novembre, les autorités soviétiques ont toléré, et même encouragé, un ensemble d'événements dans leur secteur qui a abouti à l'exclusion de l'Administration légale de la Ville de son siège propre dans le secteur soviétique, et qui a empêché cette Administration d'exercer son autorité légale dans les parties de Berlin qui se trouvent sous l'occupation soviétique. Une réunion, soigneusement mise en scène, de communistes et d'organisations du front communiste (y compris une poignée d'anciens membres des autres partis politiques légalement constitués à Berlin) a donné naissance à un organisme dénué de toute base légale, mais qui se proclame le Gouvernement Municipal provisoire de toute la Ville de Berlin.

Bien que cet organisme illégal doive être mis dans l'impossibilité d'usurper les fonctions du Gouvernement légal dans les secteurs occidentaux de Berlin, son existence dans le secteur soviétique mettra fin à toute possibilité d'une Administration légale et unifiée, s'étendant à toute la Ville. Il s'agit là d'une situation nouvelle que les Puissances Occidentales s'étaient, pour leur part, efforcées d'éviter.



Il est évident que la division politique de facto de la Ville rend extrêmement difficile l'institution d'une monnaie unique. Le Stadtkontor de Berlin, organisation bancaire dont doit dépendre une monnaie unique, est un organisme de la Municipalité et ne peut être dissocié du Gouvernement de la Ville. Avec une division politique de la Ville, telle qu'elle vient d'intervenir, les filiales de cette Banque vont inévitablement être soumises à l'autorité des différents secteurs et l'Office Central se trouvera dans une situation analogue. Une monnaie unique est difficilement concevable sous un système bancaire de la Ville ainsi divisée. Des difficultés du même ordre surgiront dans le domaine de l'administration des finances de la Ville. Les Départements intéressés seront divisés et deux budgets indépendants deviendront indispensables. Dans ces circonstances, une gestion convenable de l'Administration est difficile à concevoir et une certaine détérioration des finances de la Ville est à prévoir. De plus, les difficultés qui interviendront dans la perception des impôts seront si considérables qu'elles aboutiront à une fraude fiscale étendue, à un manque de rendement complet, et vraisemblablement, à de grandes injustices dans la répartition. L'évolution récente de la situation politique augmente considérablement la méfiance et l'hostilité qui compromettraient dans une Ville divisée les chances de succès de tout arrangement financier technique, même si un accord quadripartite pouvait être réalisé à ce sujet.

Les représentants des Puissances Occidentales ont assuré le Président du Conseil de Sécurité qu'ils sont soucieux de fournir au Conseil toute aide qui pourrait aider ce dernier dans l'examen du problème monétaire de Berlin. Mais ils estiment que les experts du Conseil, qui s'efforcent de trouver une solution de ce problème, doivent prendre en considération la situation qui existe à Berlin, ainsi qu'elle a été définie plus haut.

2°.- D'autre part, les experts du Conseil de Sécurité trouveront utile de connaître l'arrière-plan des conditions politiques dans lesquelles s'est effectuée la division de l'Administration de la Ville. Un tableau chronologique des événements qui se sont produits depuis Juin 1948, et qui ont abouti à la situation actuelle est annexé ci-joint. Le résumé historique ci-dessous a pour but de rendre ce tableau chronologique plus intelligible.

La base historique et les accords internationaux qui fixent les droits, devoirs et obligations des quatre Puissances occupantes à Berlin, ont été pleinement exposés lors de la présentation de l'affaire de Berlin au Conseil de Sécurité, ainsi que dans les Livres Blancs publiés sur le problème de Berlin par les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Afin



d'établir un Gouvernement élu par des procédés démocratiques pour succéder à l'administration nommée par les autorités soviétiques au moment où elles étaient les seules à occuper Berlin, une Constitution provisoire a été approuvée par le Comité de Coordination le 2 Août 1946, et proclamée par la Kommandatura le 13 Août 1946, pour être appliquée à compter du mois d'Octobre 1946. Cette Constitution provisoire décidait que le Gouvernement de la Ville devait revenir à des fonctionnaires allemands élus. Les quatre Puissances occupantes furent d'accord pour que, conformément à la Constitution provisoire, les élections à une Assemblée Municipale aient lieu au début d'Octobre 1946. Dans ces élections, le parti d'unité socialiste (parti communiste patronné par les Soviets), a subi une défaite décisive ne comptant que 19,5 % des voix.

Sous le contrôle général de la Kommandatura alliée, le "Magistrat" (Gouvernement Municipal), nommé par l'Assemblée nouvellement élue, fût chargé de gouverner la Ville et dans ce but, quatorze départements exécutifs ont été formés. Des Conseillers municipaux allemands, choisis dans tous les partis représentés à l'Assemblée de la Ville, mais avec une majorité du parti social-démocrate, furent placés à la tête de ces départements.

Les relations des départements du "Magistrat" et du "Magistrat" lui-même avec la Kommandatura alliée, étaient compliqués. Toute mesure importante prise par le "Magistrat" devant obtenir une approbation unanime de la Kommandatura alliée, les autorités soviétiques pouvaient ainsi, par leur seule opposition, empêcher la conduite des affaires de la Ville, ce qu'ils ont fait effectivement. C'est ainsi qu'en Juin 1947, ils se sont opposés à la nomination par l'Assemblée Municipale et par le "Magistrat" de M. REUTER, comme Maire de Berlin. M. REUTER était un social-démocrate qui avait derrière lui une expérience administrative hors pair. Aucune accusation sérieuse ne lui a jamais été adressée par les Soviets. Les interventions de ce genre ont eu un effet de plus en plus considérable sur l'administration de la Ville, et tendirent en réalité à la couper progressivement en deux.

Les méthodes soviétiques n'ont pas toujours été les mêmes. Dans le cas où un Chef de Département de l'administration de la Ville était membre du parti d'unité socialiste, les méthodes soviétiques consistaient à l'encourager à négliger les intentions et les instructions du "Magistrat", dont il était le fonctionnaire, et à émettre des ordres applicables à toute la Ville et qui n'étaient acceptables ni pour le "Magistrat" ni pour les Puissances Occidentales, mais pour les seules autorités soviétiques. Pour se défendre dans les cas de



ce genre, le "Magistrat" devait suspendre le Chef du Département pour avoir désobéi à ses ordres, ou bien les Puissances Occidentales devaient prendre des mesures afin de limiter l'autorité du Département en question dans les secteurs occidentaux.

Un exemple typique de cette tactique soviétique de trouver dans le cas de l'ancien Président de la police berlinoise, Paul MARGRAF, membre du parti d'unité socialiste, qui poursuivait constamment une politique contraire aux intentions du "Magistrat". Celui-ci avait, en conséquence, cherché à le démettre de ses fonctions en Mars 1948, sous réserve de l'approbation de la Kommandatura. Cette approbation ne fut jamais obtenue parce que le jour même où cette affaire devait être examinée, le membre soviétique refusa de participer désormais à ses activités. Le "Magistrat" suivit alors la seule voie qui lui demeurait ouverte dans ces circonstances et suspendit MARGRAF, décision qui ne demandait que l'approbation de la Kommandatura, et nomma à sa place comme Président de la Police le Dr. STUM. Cette nomination fut ultérieurement confirmée par les trois Commandants occidentaux. Le Commandant soviétique refusa de connaître la suspension de MARGRAF et demanda la révocation du Dr. STUM. MARGRAF continua à occuper les bureaux de la police dans le secteur soviétique et le Dr. STUM fut forcé d'établir ses services dans les secteurs occidentaux de Berlin. C'est ainsi que depuis Juillet 1948 deux forces de police opérèrent à Berlin, celle du secteur soviétique n'ayant aucune base légale et n'y exerçant son activité que grâce à l'appui des autorités soviétiques.

Dans d'autres cas, lorsque le Chef du Département intéressé était un membre d'un des partis non-communistes, l'intervention des autorités soviétiques a été encore plus directe. Dans de tels cas, l'Administration militaire soviétique, assumant un pouvoir qu'elle ne possédait pas, se livra à des actes unilatéraux, soit en révoquant le fonctionnaire intéressé (acte illégal) dont l'effet pratique était de soustraire le secteur soviétique à l'autorité de ce fonctionnaire) soit en installant un service rival à l'intérieur de son Département. L'autorité de ce service n'était reconnue que dans le secteur soviétique. De plus, les autorités soviétiques dans certains cas allèrent si loin qu'elles arrêtèrent des fonctionnaires allemands non-communistes. Par exemple, en Août 1948, l'Administration militaire soviétique ordonna unilatéralement la révocation du Directeur de l'Organisation Centrale du Charbon, du Département de l'Economie du "Magistrat". Celui-ci refusa de reconnaître cet ordre soviétique, faisant remarquer que de tels ordres ne pouvaient être valables qu'après approbation et retransmission régulière par la Kommandatura quadripartite. A la suite de cette réponse, l'Administration



militaire soviétique arrêta immédiatement le Directeur dont le bureau était situé dans le secteur soviétique, et lui désigna comme successeur son propre candidat. Auparavant, le 26 Juillet 1948, le "Magistrat" avait reçu l'ordre des autorités soviétiques d'établir une section séparée dans le Bureau Central du ravitaillement, pour mettre en vigueur la proposition soviétique de répartir des rations à tous les habitants de Berlin, pourvu qu'ils se fissent inscrire dans des magasins du secteur soviétique. Le jour suivant, les autorités soviétiques informaient le personnel du Bureau Central du ravitaillement qu'il avait une heure pour se décider à participer avec elles à l'application du programme soviétique. Il en résulta une division dans le Bureau du ravitaillement : la distribution du ravitaillement dans le secteur soviétique fut contrôlée par l'Administration militaire soviétique, tandis que le Bureau Central du ravitaillement du "Magistrat" continuait d'exercer son autorité sur la distribution du ravitaillement dans les secteurs occidentaux.

Les autorités soviétiques prirent également d'autres mesures tendant à séparer le secteur soviétique des secteurs occidentaux, en corrélation avec le blocus de Berlin. L'Assemblée de la Ville fut obligée, longtemps avant les événements du 30 Novembre, de déplacer son siège dans les secteurs occidentaux, les Soviets ne leur assurant pas une protection adéquate contre les démonstrations de foule organisées par le parti d'unité socialiste (S.E.D.). Plusieurs Départements du "Magistrat" furent également obligés de se déplacer dans les secteurs occidentaux.

Il ne s'agit là que de quelques exemples des agissements soviétiques, s'étendant sur une période de plusieurs mois et tendant à une division progressive (et finalement totale) de la Ville par intervention constante dans le jeu normal de l'Administration allemande unifiée de Berlin. Les Puissances Occidentales, par contre, ont constamment maintenu une politique de non-intervention dans le Gouvernement légitime de la Ville fonctionnant sous l'autorité quadripartite. Elles étaient convaincues qu'une intervention était malheureuse parce qu'elle détruisait l'unité dont dépend l'administration constitutionnelle de la Ville de Berlin. De plus, ayant foi dans l'importance essentielle du règne de la loi dans une démocratie, les Puissances Occidentales ne pouvaient pas entériner les actes systématiquement arbitraires de l'Administration militaire soviétique qui avaient pour but de violer des lois adoptées par le peuple et approuvées par accord quadripartite.



Une question importante est celle des élections qui doivent avoir lieu à Berlin en 1948, comme le prévoit la Constitution provisoire approuvée par les quatre Puissances Occupantes, et qui a été appliquées par l'Administration de la Ville depuis 1946. Bien que les autorités soviétiques se soient déclarées d'accord sur l'opportunité d'élections démocratiques libres dans tout Berlin, le Commandant soviétique imposa des conditions préalables aux élections qu'il savait inacceptables pour l'Assemblée Municipale. Le but des conditions fut clairement révélé lorsque, à la suite de leur rejet par l'Assemblée Municipale, les autorités soviétiques interdirent les élections dans leur secteur. Les alliés occidentaux au contraire considèrent que les élections sont une question purement allemande, et, de ce fait, ces élections auront lieu dans les secteurs occidentaux le 5 Décembre, date prévue par les autorités allemandes compétentes.

Les autorités soviétiques refusèrent de reconnaître la validité des élections prévues pour le 5 Décembre, et au contraire procédèrent, comme il a été dit plus haut, à l'établissement d'un organisme inconstitutionnel, qui n'a aucun droit de représenter ni le peuple de la Ville de Berlin, dans son ensemble, ni même celui du seul secteur soviétique.

Ces événements posent de nouveaux et graves problèmes pour la solution des difficultés monétaires de Berlin. Ils pourraient, maintenant encore, être écartés si les autorités soviétiques désavouaient l'organisme inconstitutionnel qui a été créé dans le secteur soviétique le 30 Novembre 1948, et, conformément à la Constitution, autorisaient les élections dans toute la Ville./.